



## Conseil économique et social

Distr. générale  
8 juin 2018  
Français  
Original : anglais

---

### Session de 2018

27 juillet 2017-26 juillet 2018

### Débat consacré à l'intégration

#### Compte rendu analytique de la 20<sup>e</sup> séance

Tenue au Siège, à New York, le mardi 1<sup>er</sup> mai 2018, à 10 heures

*Président* : M. Pecsteen de Buytswerve (Vice-Président) ..... (Belgique)

### Sommaire

Point 8 de l'ordre du jour : Débat consacré à l'intégration

*Ouverture du débat*

*Dialogue interactif sur « La quête de la résilience et de la pérennité : saisir l'occasion offerte »*

*Table ronde 1 : « La résilience décodée – les éléments de base pour l'année 2030 »*

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du compte rendu et adressées dès que possible au Chef de la Section de la gestion des documents ([dms@un.org](mailto:dms@un.org)).

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).

18-06916 (F)



Merci de recycler



*En l'absence M<sup>me</sup> Chatardova (Tchéquie), M. Pecsteen de Buytswerve (Belgique), Vice-Président, assume la présidence.*

*La séance est ouverte à 10 h 5.*

## **Point 8 de l'ordre du jour : Débat consacré à l'intégration**

### *Ouverture du débat*

1. **Le Président** ouvre le débat du Conseil économique et social consacré à l'intégration et fait observer qu'en dépit des avancées significatives réalisées dans l'application du Programme de développement durable à l'horizon 2030, le monde est encore plongé dans l'incertitude économique et troublé par les inégalités croissantes et les conséquences de plus en plus graves des changements climatiques. À une époque où le multilatéralisme et l'action multipartite sont primordiaux, le Conseil occupe une position unique pour promouvoir le développement durable et offrir une plateforme centrale où sont encouragés le dialogue et la recherche de solutions intégrées.

2. Organisé autour du thème « Des communautés en marche : la technique et l'innovation au service de sociétés durables et résilientes », le débat de 2018 consacré à l'intégration rassemblera des acteurs clés qui réfléchiront aux politiques intégrées à mettre en œuvre pour renforcer la résilience et ainsi faire avancer le Programme 2030. À cet égard, il permettra : d'engager les concertations sur la façon dont les décideurs pourraient utiliser des politiques intégrées pour améliorer la résilience et l'inclusion à tous les niveaux ; de promouvoir l'échange constructif de pratiques optimales en matière d'utilisation de la technologie et de l'innovation au service d'un avenir résilient ; de présenter des politiques et des mécanismes appuyant la gestion et la réduction des risques dans tous les domaines concernés ; d'examiner la façon dont la technologie et l'innovation pourraient renforcer la résilience des politiques publiques et des structures de gouvernance en vue de favoriser l'édification de sociétés durables et résilientes.

3. Nonobstant l'intérêt et l'importance de la résilience pour les pays développés comme pour les pays en développement, celle-ci n'est définie dans aucun plan, pas plus que les moyens d'y parvenir. Bien que les notions multidimensionnelles de résilience et de vulnérabilité puissent donner lieu à diverses interprétations, le Programme 2030 a tracé la route à suivre et fourni les outils nécessaires. En outre, l'utilisation adaptée, efficiente, équitable et durable de la technologie et de l'innovation pourrait appuyer

l'action internationale visant à édifier et pérenniser des sociétés résilientes. Le débat en cours est l'occasion idéale de partager des connaissances et des leçons tirées de l'expérience afin de ne pas répéter les erreurs du passé et de promouvoir l'intégration dans les sciences et les disciplines concernées. S'il est vrai que parvenir à l'intégration aux fins des objectifs du Programme 2030 et surmonter la multitude d'obstacles à la résilience ne sont pas des tâches faciles, la communauté internationale a toutefois le devoir de s'attaquer d'urgence à ces défis complexes et intrinsèquement liés, que ce soit au moyen de politiques, de financements stables et pérennes et d'un renforcement des capacités, ou en s'employant à combler les lacunes en matière de capacités et à réduire la fracture technologique. Les politiques et structures nationales resteront les moteurs de la mise en œuvre du Programme, mais il est indispensable que tous les partenaires collaborent étroitement à la réalisation des objectifs communs de développement à l'échelle des pays, afin de mener leur action de façon concertée et cohérente à tous les niveaux.

4. **M. Jamoliddin** (Ministre adjoint du développement économique et du commerce du Tadjikistan) dit que son pays représente une source d'eau essentielle pour l'Asie centrale et que 60 % de ses ressources en eau sont concentrées dans des glaciers. Par conséquent, le secteur hydroélectrique national est très exposé aux effets des changements climatiques, qui se traduisent d'ores et déjà par l'augmentation du nombre de catastrophes naturelles et la dégradation des écosystèmes. Chaque année, ils causent la destruction d'infrastructures et des pertes financières considérables pour les citoyens comme pour l'économie nationale. Face à ce phénomène, l'utilisation efficace des ressources en eau sera un facteur important de la réalisation des objectifs de développement durable. Le Tadjikistan a collaboré avec l'ONU au lancement de la Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau et le développement durable » (2018-2028) afin de promouvoir la collaboration dans ce domaine.

5. La mise en œuvre du Programme 2030 au Tadjikistan s'inscrit dans le contexte d'une multiplication des menaces et des crises, de la dégradation des ressources environnementales, de catastrophes d'origine naturelle ou humaine et de l'apparition d'épidémies. Ce type de menaces compromet gravement la paix, la sécurité et la stabilité dans le monde et pourrait freiner les progrès du développement durable. Le Gouvernement tadjik collabore avec des partenaires internationaux pour réparer, moderniser et construire des centrales hydroélectriques résilientes. En adoptant les meilleures

pratiques internationales, il progresse également en matière de prévision, d'évaluation et de gestion des risques liés au climat. La construction de centrales hydroélectriques lui permet en outre de réduire les menaces liées à l'eau.

6. En collaboration avec des partenaires régionaux et internationaux, le Gouvernement tadjik s'emploie à atténuer les risques et améliorer les aspects économique, social et environnemental du développement. Pour atteindre ses objectifs, il entend poursuivre une coopération fructueuse avec la communauté internationale et le système des Nations Unies, notamment le Conseil économique et social.

7. **M. Liu Zhenmin** (Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales) dit que les progrès de la science et de la technologie sont extrêmement prometteurs pour la réalisation des objectifs de développement durable. Cependant, la technologie évolue si rapidement qu'il est difficile pour les pouvoirs publics et les sociétés de tirer parti des innovations et il est rare que les dernières avancées dans ce domaine soient accessibles à tous les membres de la société. Pour pouvoir véritablement exploiter la science et la technologie au service du développement durable, la communauté internationale doit donner la priorité aux solutions équitables qui favorisent les pauvres.

8. La science et la technologie aident à trouver des solutions pour lutter contre un certain nombre de risques majeurs qui exacerbent les vulnérabilités et font reculer le développement, au premier rang desquels les changements climatiques. La technologie pourrait offrir des outils par lesquels donner aux tranches de population défavorisées la formation et l'autonomie nécessaires pour contrer les inégalités croissantes, la vulnérabilité et l'exclusion, qui sapent la pérennité et la résilience des sociétés et érodent les droits de l'homme. Elle offre également une réponse aux défis de l'urbanisation, en facilitant l'introduction de modes de transport nouveaux et une meilleure gestion des ressources naturelles et contribuant ainsi à rendre les villes plus intelligentes et plus durables. Il est établi que les innovations dans les domaines de la pêche durable, la surveillance de l'acidification des océans, ainsi que la prévention et la prise en charge des formes de pollution critiques pour l'environnement contribuent à atténuer les dégradations écologiques dues aux changements climatiques et aux modes de production et de consommation non viables, voire à y remédier.

9. Le développement des technologies doit être orienté vers la promotion de sociétés durables et résilientes. À cet égard, le Mécanisme de facilitation des technologies a été conçu pour fournir un espace de

dialogue et de partage d'informations, des meilleures pratiques et des enseignements tirés de l'expérience dans les domaines de la science et de la technologie, et permet en outre de diffuser les politiques et initiatives propices à l'innovation. Il comprend une plateforme en ligne et un forum participatif multipartite consacré à la science, la technologie et l'innovation au service des objectifs de développement durable.

10. Pour mettre la technologie et l'innovation au service de sociétés durables et résilientes, il convient de cibler et gérer l'appui aux communautés au niveau local. Les populations, les municipalités et les associations apportent toutes une connaissance et une expérience essentielles des réalités locales. En outre, l'accès aux technologies et à l'innovation doit être inclusif et ne faire aucun laissé-pour-compte car il ne saurait y avoir de durabilité ni de résilience sans équité. Il faut de toute urgence mettre en place des stratégies intégrées. Face au caractère de plus en plus complexe des chocs et des crises, dont les conséquences sont à la fois économiques, sociales et environnementales, il serait utile d'intervenir de façon intersectorielle afin de tirer parti des éventuels bénéfices communs et avantages que présentent les politiques et l'utilisation des technologies. Enfin, la communauté internationale doit s'attacher à renforcer les capacités et les institutions associées à la prévision des risques et à la planification axée sur une exploitation efficace des technologies.

*Dialogue interactif sur « La quête de la résilience et de la pérennité : saisir l'occasion offerte »*

11. **M. Porter** (journaliste et auteur), animateur, dit que la résilience est l'un des défis les plus importants auxquels la communauté mondiale doit faire face. L'évolution du climat créera un choc important dont les effets seront le plus durement ressentis par les États les plus pauvres et qui nécessitera une réponse extrêmement forte de la communauté internationale. Toutefois, d'autres chocs sont à prendre en considération dans le travail de renforcement de la résilience. Des chocs technologiques affecteront les marchés du travail partout dans le monde et modifieront les tendances actuelles de la mondialisation. L'essor d'outils technologiques capables de se substituer aux travailleurs posera également de nouveaux défis pour l'élaboration des stratégies de développement. Des défis politiques imprévisibles pourraient poser d'autres problèmes. Ainsi, une éventuelle guerre commerciale entre les pays les plus riches pourrait avoir de lourdes conséquences, en particulier pour les États les plus pauvres.

12. La technologie jouera certes un rôle dans la transition énergétique qui s'impose pour permettre aux

populations de s'adapter aux changements climatiques et d'en atténuer les effets, mais elle ne sera pas une panacée. De fait, le défi majeur pour certains pays, comme les États-Unis, est de mobiliser la volonté politique. Pour d'autres, la transition énergétique nécessitera des investissements coûteux et des ressources. Ainsi, les pays vulnérables aux inondations en raison de l'élévation du niveau de la mer doivent déterminer le montant à investir dans l'atténuation des risques et la réduction de leur empreinte carbone, d'une part, et dans l'industrialisation, d'autre part, afin d'être moins dépendants de l'agriculture et plus à même de s'adapter aux effets des changements climatiques.

13. Sur le plan politique, le plus grand défi sera d'allouer les ressources et de parvenir à un consensus au niveau international. Toutefois, les politiques publiques ne suffiront pas pour répondre aux défis liés à l'évolution du climat : les dirigeants d'entreprise et la société civile doivent également apporter leur contribution. Bien que la technologie puisse indéniablement jouer un rôle immédiat dans le contexte des changements climatiques et de la transition énergétique, M. Porter se demande comment elle pourrait aider à résoudre les problèmes plus vastes qui se posent dans ces domaines.

14. **M. Recht** (Président-Directeur général de Volute Inc. et ingénieur principal d'Otherlab), intervenant, accompagnant sa déclaration d'un diaporama numérique, dit que la technologie peut simplifier la mise en place de solutions idoines mais pas susciter la volonté d'agir en ce sens. La résilience se construit autour de trois axes : les changements de comportement humain en réponse aux crises ; l'amélioration des infrastructures existantes ; la création d'infrastructures nouvelles et différentes. Les inventeurs d'Otherlab concentrent leurs travaux sur ce dernier axe, à la recherche d'inventions résilientes. Dans le domaine des énergies renouvelables, par exemple, le cerf-volant Makani est une éolienne volante dont l'aile possède une envergure similaire à celle d'un avion gros-porteur et qui est conçue pour produire du vent en effectuant de façon continue des tonneaux générant une accélération égale à 8g. En cas de tempête, il peut être ramené au sol pour éviter tout risque d'accident. La société Sunfolding, une branche d'Otherlab, a remplacé le bâti métallique au dos des panneaux solaires par des soufflets à air comprimé afin de pouvoir abaisser les panneaux à l'horizontale en cas de tempête. Dans les deux cas, des équipements lourds et rigides sont remplacés par des équipements légers et flexibles moins coûteux et plus simples à mettre en place. Afin de faciliter la production de ces inventions, Otherlab a remplacé des bras robotisés en acier, lourds et

énergivores, par des robots gonflables sûrs, faciles à utiliser, peu coûteux et plus efficaces. Ces nouveaux robots permettent également de placer l'homme au cœur des opérations de production, dans lesquelles l'homme et la machine interviennent ensemble. Toutefois, les inventeurs d'Otherlab ne peuvent que proposer leurs créations les meilleures et les plus récentes : c'est à la communauté internationale qu'il appartient de les utiliser.

15. **M. Porter** (journaliste et auteur) se demande comment la communauté internationale peut apporter des solutions inclusives aux inégalités croissantes dans l'économie mondiale.

16. **M<sup>me</sup> Patel** (Directrice et fondatrice de Society for Promotion of Area Resource Centres et Présidente de Slum/Shack Dwellers International), intervenante, dit que les femmes pauvres avec lesquelles elle travaille se demandent souvent pourquoi les entreprises ne collaborent pas avec les pauvres en vue de concevoir des produits à leur intention. Au lieu de cela, on leur vend des technologies obsolètes, des meubles d'occasion et des équipements énergivores.

17. Dans de nombreux pays en développement, malgré l'urbanisation croissante, la plupart des politiques publiques visent à encourager l'activité rurale pour prévenir l'exode vers les villes. Néanmoins, les changements climatiques et la détresse économique poussent les gens vers les villes, et les villages se transforment en villes au gré des implantations d'usines de production. Les terres et les richesses appartenant à une infime minorité, la pauvreté gagne du terrain et touche toutes les générations. Les calendriers du Programme 2030 et de l'Accord de Paris conclu au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ne donnent à la communauté internationale que peu de temps pour atteindre ses objectifs. Les gouvernements, les organisations de la société civile et les mécanismes nationaux ayant trait aux technologies ne sont tout simplement pas équipés pour agir à l'échelle requise. Par conséquent, les solutions proposées doivent être modulables et prévoir un développement à marche forcée. En outre, les pauvres doivent être traités comme des partenaires et non comme des nécessiteux ou des bénéficiaires. Plus de 50 % de la population des pays du Sud est âgée de moins de 30 ans. Ces jeunes ont soif de progrès et sont connectés au monde entier. À Mumbai, un adolescent sur trois possède un smartphone d'occasion mais n'a pas de lieu sûr où vivre, d'identité officielle ou d'accès direct à l'eau potable, à l'hygiène ou à l'électricité.

18. L'organisation de M<sup>me</sup> Patel crée des fédérations de citoyens pauvres en vue de renforcer leur capacité à

collaborer avec des sociétés privées, des organisations non gouvernementales, des gouvernements et des municipalités. Dans approximativement 60 % à 80 % des villes des pays en développement, la population n'est pas officiellement recensée et les gens n'ont ni identité officielle ni accès aux services. La majorité des personnes ayant besoin d'assistance travaillent en dehors du secteur formel. M<sup>me</sup> Patel appelle par conséquent les pays à reconnaître le secteur informel de l'emploi et à fournir une identité à ces personnes dans la mesure où leur participation active est essentielle à la réalisation des engagements internationaux. Enfin, les États doivent en finir avec la division artificielle entre villes et campagnes. Au Népal, en Inde et en Asie du Sud, tous les habitants des zones urbaines aident largement les membres de leur famille qui vivent dans les zones rurales.

19. La communauté internationale doit également chercher à mettre en place de nouvelles méthodes et à établir de nouveaux partenariats pour trouver des solutions au plus vite. Ça n'est malheureusement pas dans cet esprit qu'elle œuvre actuellement. Les représentants des pouvoirs publics nationaux continuent de s'inspirer de modèles des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, selon lesquels les pauvres sont des menaces pour les villes et qu'il faut les refouler vers les campagnes. Pour renforcer la résilience, la communauté internationale devrait se tourner vers les pauvres. Ceux d'entre eux qui vivent dans des zones vulnérables sont exposés aux pénuries d'eau, aux inondations ou aux coulées de boues de façon quotidienne ou annuelle et ont d'ores et déjà mis en place des solutions à ces problèmes en s'appuyant sur les comportements culturels et collectifs.

20. **M. Porter** (journaliste et auteur) dit que les jeunes devront porter le poids de nombre d'erreurs commises par les générations précédentes. Il se demande quelles solutions nouvelles ils apporteront à des problèmes anciens et comment les motiver à faire pression sur les gouvernements.

21. **M<sup>me</sup> Amatya** (s'exprimant au nom du grand groupe des enfants et des jeunes), intervenante, dit que la résilience est une notion multidimensionnelle qui recouvre des aspects sociaux, politiques, économiques et démographiques. Le développement durable requiert une capacité intrinsèque de résilience. Les individus, les communautés, les institutions et les gouvernements doivent être capables de prévenir les risques et les dangers, de s'en relever, de s'adapter au changement et de reconstruire mieux. Dans un contexte de progrès technologiques dans les domaines de la numérisation et de l'innovation en matière de données, les acteurs clefs doivent encourager la participation des jeunes pour gagner en efficacité. Il y a 1,8 milliard de jeunes dans le

monde, dont 85 % vivent dans des pays en développement. Les jeunes ont le potentiel et la volonté d'être des agents du changement et d'apporter des solutions révolutionnaires et porteuses de transformation. Ils sont déterminés à trouver des solutions innovantes et à s'adapter au climat d'incertitude.

22. La question de la résilience doit être abordée du point de vue socioculturel et socioéconomique et dans la perspective des droits de l'homme. Elle doit également tenir compte des droits de la planète. L'éducation est un facteur essentiel, en particulier pour ce qui concerne le développement durable. La communauté internationale doit donc investir pour mettre en place des infrastructures éducatives plus solides, améliorer les méthodes d'enseignement, intégrer la technologie et l'innovation à l'éducation et promouvoir la formation continue. Elle doit également appuyer et financer le renforcement des capacités des jeunes et des organisations de jeunes, en particulier au niveau local, afin de sensibiliser le public à l'importance de l'engagement civique de la jeunesse, de la transparence sociale, de la gouvernance locale et de l'innovation en matière de développement. À ces fins, il est indispensable que les dirigeants mènent une action stratégique et exercent leur influence et que les partenariats soient intergénérationnels.

23. Il est impératif d'encourager la participation des jeunes au moyen de campagnes de sensibilisation et de promotion ciblées. Les gouvernements doivent trouver des points d'entrée dans les secteurs locaux et prendre en compte les questions relatives à la jeunesse à toutes les étapes de la planification du développement. Les jeunes doivent également être associés à l'élaboration des politiques publiques. Les plateformes d'engagement telles que les médias sociaux, les technologies de l'information et de la communication, les nouvelles technologies mobiles et la production participative ont fait la preuve de leur efficacité en tant qu'outils de promotion, de sensibilisation et de résilience. Après le tremblement de terre de 2015 au Népal, par exemple, les jeunes Népalais ont utilisé les technologies et les innovations offertes par toutes ces plateformes pour cartographier des données, lever des fonds et mobiliser d'autres jeunes du monde entier. Il faut accroître l'utilisation de ces plateformes de dialogue et les adapter à chaque contexte.

24. Les jeunes ont joué un rôle clef dans l'élaboration d'un certain nombre de politiques internationales. Ainsi, dans le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030, il est officiellement établi que les enfants et les jeunes sont des moteurs du changement et qu'il convient de leur faire une place et de leur donner

les moyens de contribuer à la réduction des risques de catastrophe, dans le respect de la législation et de la pratique nationale et dans le cadre des programmes d'enseignement. Dans sa résolution 2250 (2015), le Conseil de sécurité reconnaît l'importante contribution des jeunes à la consolidation de la paix, et le Programme 2030 met l'accent sur le rôle crucial qu'ils peuvent jouer dans la réalisation des objectifs de développement durable. Néanmoins, les progrès accomplis au stade de l'élaboration de ces instruments resteront lettre morte si les États Membres ne les transposent pas dans leurs politiques et plans nationaux.

25. Le plus grand défi sera peut-être de pérenniser les progrès accomplis. Il faut passer d'une approche réactive à une démarche proactive et délaier les solutions à court terme au profit d'un développement à long terme, qui soit véritablement durable. Le manque de ressources consacrées à cette fin est l'un des freins à la participation massive des jeunes. Les pays devraient par conséquent donner la priorité aux questions relatives à la jeunesse dans l'établissement de leurs budgets, notamment dans le cadre de la planification de la fiscalité. Ils doivent également promouvoir la participation des jeunes exclus et vulnérables, ainsi que des femmes et des filles. Faute d'inclusion, la réalisation des objectifs de développement durable ne sera qu'un rêve lointain, et si la communauté internationale ne tire pas parti de la volonté de la jeunesse, le dividende démographique deviendra une catastrophe démographique.

26. **M. Porter** (journaliste et auteur) demande quelles sont les mesures à adopter d'urgence par la communauté internationale, les gouvernements et le secteur privé, quels avantages elles présenteraient et comment les gouvernements et les entreprises peuvent trouver un équilibre entre les impératifs du développement et ceux de l'atténuation des changements climatiques.

27. **M. Recht** (Président-Directeur général de Volute Inc. et ingénieur principal d'Otherlab) dit que, d'un point de vue technique, les pouvoirs publics et les entreprises devraient avant tout s'employer à fournir de l'électricité, créer des installations éoliennes, solaires et nucléaires et financer l'innovation dans toute la mesure du possible. Leurs décisions devraient être tournées vers l'avenir et viser, par exemple, à jeter des bases qui faciliteront la mise en œuvre ultérieure de projets d'énergies propres et à délaier l'exploitation de centrales à charbon. Ils devraient également recenser et lever les obstacles à ce type de projets.

28. **M<sup>me</sup> Amatya** (s'exprimant au nom du grand groupe des enfants et des jeunes) dit que la communauté internationale doit adopter une stratégie intégrée,

intersectorielle, multipartite et à long terme en matière de science et de technologie, et promouvoir une hausse des investissements à tous les niveaux. Les solutions innovantes doivent être adaptées aux besoins particuliers des communautés locales et la prise de décisions doit reposer sur des éléments concrets et être axée sur la demande. Afin de favoriser l'édification de sociétés résilientes et viables, l'ONU devrait promouvoir la cohérence entre les cadres relatifs aux sciences et aux technologies dans l'ensemble du système, afin d'encourager l'adoption de plans d'action plus solides dans ces domaines à l'échelle nationale. Le Conseil devrait continuer de faciliter le partage des connaissances entre les entités de l'ONU, les États Membres, la société civile et d'autres parties prenantes.

29. **M<sup>me</sup> Patel** (Directrice et fondatrice de Society for Promotion of Area Resource Centres et Présidente de Slum/Shack Dwellers International) dit que le véritable défi est de respecter les engagements internationaux et de répondre aux aspirations des populations locales. Les citoyens pauvres et leurs mouvements sociaux doivent développer leur capacité à entamer des dialogues constructifs avec les fournisseurs de technologies, les services de l'État et les pouvoirs locaux. L'organisation de M<sup>me</sup> Patel et le réseau de Slum/Shack Dwellers International encouragent l'établissement de partenariats locaux entre des groupes généralement en désaccord, comme l'industrie du bâtiment et les habitants de taudis, qui sont en lutte constante contre les évictions.

30. Au niveau international, les conseillers municipaux partagent avec les citoyens pauvres ce sentiment d'impuissance. Ils cherchent constamment à obtenir davantage de ressources pour aider leurs administrés, qu'ils soient recensés ou non, mais sont limités dans l'aide qu'ils peuvent leur apporter en raison de politiques nationales. Les technologies d'avant-garde et les engagements massifs ne seront d'aucune utilité sans mise en pratique fructueuse au niveau local.

31. **M. Aguirre Vacchieri** (Chili) se félicite qu'un intervenant ait été invité pour parler des aspects technologiques de la résilience, en plus de ses aspects politiques et sociaux. Étant donné que les partenariats public-privé sont essentiels à la mise en œuvre du Programme 2030, il demande aux participants ce qu'ont fait leurs organisations pour collaborer avec leurs homologues de l'autre secteur.

32. **M<sup>me</sup> Patel** (Directrice et fondatrice de Society for Promotion of Area Resource Centres et Présidente de Slum/Shack Dwellers International) dit que, dans les pays du Sud, la plupart des infrastructures sont construites par des sociétés privées. Dans 80 % de ces projets, un grand nombre de pauvres fait l'objet

d'évictions. Par conséquent, Slum/Shack Dwellers International a entamé un dialogue avec les 15 plus grands groupes de construction des pays du Sud pour les amener à faire évoluer leurs critères en ce qui concerne les choix géographiques des sites de construction et faire en sorte qu'il soit tenu compte des habitants ne possédant pas d'identité officielle. Parallèlement, l'organisation de M<sup>me</sup> Patel appelle les pouvoirs publics à changer leurs procédures d'appel d'offres et mener les projets d'infrastructures publiques critiques d'une manière qui ne détruit pas la vie des uns au bénéfice des autres. Slum/Shack Dwellers International collabore également avec des sociétés privées, des pouvoirs publics et des conseils municipaux aux niveaux national et international.

33. Jusqu'en 2017, les organisations non gouvernementales des pays du Sud ignoraient qu'il existait plusieurs générations de panneaux solaires, et nombre de ceux qu'elles avaient reçus ont rapidement cessé de fonctionner. Elles essaient à présent de s'associer à des entreprises privées pour collaborer avec elles à la mise au point des produits. La collaboration est également importante pour s'assurer que les produits peuvent s'adapter à différentes cultures. Il est par exemple arrivé que de belles cuisinières conçues pour les pays du Nord aient été données à des femmes pauvres de pays du Sud, qui n'ont pas pu les utiliser, les investissements ainsi faits dans la qualité ayant été finalement gaspillés.

34. **M. Recht** (Président-Directeur général de Volute Inc. et ingénieur principal d'Otherlab) dit qu'Otherlab s'est efforcé de maintenir un lien avec les pays en développement en inventant des procédés conçus pour les gens qui ne bénéficient pas du système d'innovation traditionnel disponible aux États-Unis. Parmi ces inventions figurent des structures gonflables pouvant être déployées à moindre frais afin de permettre aux infirmiers et médecins de placer des patients en quarantaine, ainsi que des aéronefs en carton pouvant être lâchés d'un avion pour acheminer des secours vers une cible précise. Il encourage la communauté internationale à soumettre ses projets ou ses problèmes à Otherlab. Les inventeurs aiment les défis et souhaitent rester en lien avec le secteur public. Dans les pays développés, en particulier aux États-Unis, il est facile de collaborer avec les pouvoirs publics parce que l'État s'investit dans la recherche. En revanche, les membres d'Otherlab doivent se concerter activement pour réussir à atteindre d'autres publics.

35. **M<sup>me</sup> Sindi** (Observatrice de la Banque islamique de développement) dit que la résilience repose aussi sur l'intégration du savoir autochtone dans la science, la technologie et l'innovation. Les populations

autochtones se fient à un savoir ancestral pour survivre dans des conditions très rudes, notamment face à la famine, la sécheresse, les inondations, les séismes et les épidémies de maladies infectieuses. En outre, les valeurs, traditions et religions des populations autochtones doivent être prises en compte pour que celles-ci puissent bénéficier des outils et des informations qui leur permettraient de renforcer leur résilience. Dans les pays en développement en particulier, ce sont les populations autochtones qui sont les plus touchées par les crises alimentaires et les épidémies. Les 10 membres du groupe d'appui au Mécanisme de facilitation des technologies ont conclu que le savoir autochtone devait être intégré dans la société. M<sup>me</sup> Sindi souhaite savoir comment la communauté internationale peut promouvoir le savoir autochtone et encourager la création de centres de recherche à cette fin.

36. **M. Recht** (Président-Directeur général de Volute Inc. et ingénieur principal d'Otherlab) dit que la première chose à faire, pour un technologue, c'est d'écouter. Dans les années 50, le paradigme de la recherche était d'inventer une solution puis de rechercher le problème. Depuis, les chercheurs ont appris à écouter. Aux États-Unis, la plupart des entreprises technologiques de Californie emploient des ethnographes qui se rendent sur le terrain pour analyser les besoins des populations. Cette pratique permettra de recueillir des savoirs autochtones pour ensuite les intégrer dans les solutions techniques.

37. **M<sup>me</sup> Amatya** (s'exprimant au nom du grand groupe des enfants et des jeunes) dit qu'il convient d'allier savoirs autochtones et technologies modernes pour mettre en place des systèmes résilients utiles aux sociétés. Les solutions novatrices qui reposent sur des technologies modernes doivent être adaptées à chaque contexte. En particulier, les savoirs autochtones et locaux s'avèrent très utiles pour les dispositifs d'alerte rapide et l'estimation des risques. La culture, la diversité et les expériences des populations locales et autochtones doivent être prises en considération dans les politiques et la planification, ainsi que dans les partenariats entre secteur public et secteur privé.

38. **M<sup>me</sup> Patel** (Directrice et fondatrice de la Society for Promotion of Area Resource Centres et Présidente de Slum/Shack Dwellers International) affirme que le savoir intergénérationnel que transmettent les femmes et la diversité des populations pauvres sont mis en valeur dans ses activités. Son organisation encourage les pauvres à exiger qu'on leur accorde leur juste place et à se considérer comme davantage que de simples bénéficiaires et consommateurs du développement. Le respect mutuel est essentiel à une collaboration

associant technologie et savoir local. À l'heure actuelle, il n'y a pas assez de protocoles culturels à cette fin. Les concepts de démarginalisation et de participation sont fréquemment évoqués, mais ne profitent que rarement aux pauvres. La communauté internationale ne peut pas se permettre d'attendre encore une décennie pour développer ces relations.

39. **M<sup>me</sup> Wynhoven** (Union internationale des télécommunications) dit que la technologie peut être un outil clef au service de la résilience et du développement durable, mais que les disparités entre femmes et hommes ont souvent des incidences sur l'accès à la technologie et sur l'acquisition de compétences par les femmes et les filles. Étant donné que la réalisation des objectifs de développement durable nécessite leur pleine participation, elle demande aux intervenants de partager les enseignements qu'ils ont tirés de leurs expériences face à ces obstacles.

40. **M. Recht** (Président-Directeur général de Volute Inc. et ingénieur principal d'Otherlab) dit qu'Otherlab compte plusieurs femmes parmi ses cadres. Ainsi par exemple, c'est Danielle Applestone qui a fondé Other Machine Co., la société qui a produit à faible coût une fraiseuse commandée par ordinateur, avec pour objectif d'en démocratiser la fabrication. En tant que femme, cette ingénieure a exploré les moyens d'élargir l'accès aux outils de fabrication à des catégories de population plus diverses. En confiant d'emblée la direction des opérations techniques à des femmes, on a permis à cette technologie d'atteindre les femmes et les filles. Pour combler le fossé technologique entre femmes et hommes, il faut commencer par promouvoir l'éducation technique des femmes et des filles et leur accès aux postes de direction.

41. **M<sup>me</sup> Patel** (Directrice et fondatrice de la Society for Promotion of Area Resource Centres et Présidente de Slum/Shack Dwellers International) invite les participants à réfléchir aux mesures que leurs gouvernements et réseaux pourraient prendre pour réaliser la transformation tant attendue au niveau local, afin que le rôle et la contribution des jeunes, des femmes et des pauvres des villes soient dûment pris en compte.

42. **M<sup>me</sup> Amatya** (s'exprimant au nom du grand groupe des enfants et des jeunes) dit que le développement durable et la résilience ne sauraient être considérés comme deux objectifs distincts. La résilience est indispensable au succès et à la viabilité des efforts de développement. Les jeunes doivent être au cœur de ces initiatives, car leur participation est primordiale pour atteindre les objectifs de développement durable. Il convient donc de veiller à renforcer la résilience des jeunes et leur donner des moyens d'action.

43. **M. Recht** (Président-Directeur général de Volute Inc. et ingénieur principal d'Otherlab) dit que la communauté internationale doit reconnaître l'importance des recherches menées par les organisations et entreprises de petite taille tant dans les pays en développement que dans le monde développé. Aux États-Unis et en Europe, la recherche gravite autour des grandes universités, des centres de recherche et des investissements en capital. Cependant, il est devenu évident, au cours des deux dernières décennies, que 20 personnes travaillant dans un garage pouvaient obtenir les mêmes résultats. Les États disposant d'un petit budget ne peuvent peut-être pas s'offrir un laboratoire national, mais ils ont les moyens de financer des recherches simples de petite envergure.

44. **M. Porter** (journaliste et auteur) dit avoir écrit sur la résilience aux États-Unis, qui représente un contexte plus petit et plus uniforme et disposant de ressources plus importantes que la moyenne mondiale. Il a été découragé par les difficultés auxquelles se heurte le pays pour mobiliser des ressources afin de remédier à des problèmes urgents et se dit préoccupé par la capacité de la communauté internationale d'en faire de même. Il exhorte donc les personnes présentes à éviter toute complaisance. Il est certes important d'arrêter des objectifs et échéances officiels à l'échelle mondiale, mais c'est aussi l'étape la plus facile du processus. Lorsqu'ils appliquent des politiques aux fins de ces objectifs, les pouvoirs publics contrarient ou malmènent une partie de leurs administrés et doivent faire des concessions politiques difficiles. D'un autre côté, le monde a affronté de rudes épreuves par le passé et su faire preuve d'une résilience immense dans d'autres contextes.

45. *Projection de la vidéo intitulée « Les changements climatiques aux Fidji en réalité de synthèse : notre demeure, notre peuple ».*

*Table ronde 1 : « La résilience décodée – les éléments de base pour l'année 2030 »*

46. **M. Carvalho Pinheiro** (Représentant spécial auprès de l'Organisation des Nations Unies et Directeur du Bureau de l'Organisation internationale du Travail à New York), animateur, explique qu'il importe de comprendre la différence entre résistance et résilience. La résistance consiste à surmonter les répercussions d'une catastrophe ou d'une perturbation et à reprendre une vie normale, tandis que la résilience consiste à limiter les répercussions de l'événement, à les absorber et à adapter le système pour intervenir comme il se doit. La résilience est un concept qui provient à l'origine des sciences naturelles et qui a été appliqué aux sciences sociales, à l'informatique et au monde des affaires. Dans

le contexte de l'écologie, la résilience fait référence à la capacité d'un écosystème à conserver sa structure, sa dynamique et son fonctionnement de base quand il est exposé au stress, à une perturbation ou à un agent étranger. Ce concept est relativement nouveau pour les Nations Unies, mais il figure dans le Programme 2030, où il est utilisé dans le contexte des réfugiés, des catastrophes, des changements climatiques, de la réduction de la pauvreté et des écosystèmes marins et côtiers. L'Organisation internationale du Travail examine la résilience dans le contexte de l'emploi, du travail décent et de la paix. La résilience est également évoquée dans les débats sur : la transition vers une économie verte privilégiant des options plus durables que les combustibles fossiles ; la protection sociale, qui donne aux individus les moyens d'être résilients aux chocs ; les marchés du travail et l'avenir du travail, qui nécessitent une plus grande résilience face aux évolutions technologiques. Il serait utile d'examiner les principaux risques qui pèsent sur les populations aux niveaux local, national et régional et ce qui peut être fait pour les éliminer.

47. **M<sup>me</sup> Mucavi** (Directrice du Bureau de liaison à New York de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), intervenante, dit que, dans le monde entier, les populations sont de plus en plus exposées aux dangers naturels et aux crises, qui ont des conséquences dévastatrices pour la sécurité alimentaire. Selon le Rapport mondial sur les crises alimentaires 2018, publié par le Food Security Information Network, le nombre de personnes souffrant de faim aiguë est passé de 108 à 124 millions entre 2016 et 2017. Les principaux facteurs de l'insécurité alimentaire aiguë sont les conflits et les chocs climatiques. Ces sept dernières années, des catastrophes climatiques – la plupart du temps des inondations et des tempêtes – ont entraîné chaque année le déplacement de 22,5 millions de personnes en moyenne. Il est malheureusement prévisible que les catastrophes climatiques continueront de s'intensifier. Selon *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*, rapport publié en 2016 par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 35 à 122 millions de personnes supplémentaires pourraient vivre dans l'extrême pauvreté en 2030 en conséquence des changements climatiques.

48. En dépit de l'urbanisation croissante, environ 75 % des pauvres de la planète vivent en milieu rural. Leurs moyens de subsistance, revenus du travail et aliments proviennent essentiellement de leur activité agricole. Une famille rurale pauvre peut résister à la sécheresse pendant un temps, mais elle ne se relèvera que difficilement si les périodes de sécheresse sont

récurrentes. À un certain moment, elle pourrait se trouver contrainte de recourir à des stratégies d'adaptation préjudiciables, en vendant par exemple ses avoirs productifs. La communauté internationale doit donc intensifier les interventions préventives. Plusieurs études confirment qu'il est quatre à sept fois plus économique d'investir dans la réduction des risques de catastrophe que d'intervenir en cas d'urgence. Il est donc urgent de renforcer la résilience des familles, des collectivités, des institutions et des écosystèmes pour lutter plus efficacement contre les menaces et catastrophes ayant un impact sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition.

49. **M. Carvalho Pinheiro** (Représentant spécial auprès de l'Organisation des Nations Unies et Directeur du Bureau de l'Organisation internationale du Travail à New York) dit qu'il importe de mettre l'accent sur la prévention et d'adopter une approche axée sur le relèvement en cas de catastrophe. Concernant les zones urbaines, il demande quelles contributions les villes intelligentes peuvent apporter à l'adaptation et à la résilience.

50. **M<sup>me</sup> Datta** (maître de conférences spécialiste de l'avenir des villes au King's College de Londres), intervenante, accompagnant sa déclaration d'un diaporama numérique, dit que la communauté internationale doit porter un regard critique sur la façon dont elle applique les technologies intelligentes dans les villes existantes, en particulier dans les pays du Sud, et sur les incidences de ces technologies sur la vie quotidienne des pauvres des villes.

51. Les populations pauvres et marginalisées pâtissent véritablement du manque d'infrastructure ou des infrastructures défectueuses et isolées. Dans pareilles situations, les femmes sont d'autant plus vulnérables, en particulier lorsqu'elles sont contraintes de pratiquer la défécation à l'air libre ou d'aller chercher de l'eau aux robinets publics. Certaines directives axées sur les villes intelligentes visent à remédier aux problèmes de sécurité connexes, en demandant aux femmes de partager des données utiles sur des applications mobiles. À cet égard, il convient cependant de comprendre la façon dont les populations à faible revenu utilisent les technologies. Il n'est pas rare que les membres d'une famille ne partagent un seul téléphone portable et que celui-ci ne soit pas assez puissant pour télécharger les données nécessaires. Néanmoins, grâce à leur téléphone portable, les femmes utilisent les applications de messagerie et les SMS et créent ainsi un réseau de partage d'informations, ce qui leur permet de s'informer mutuellement sur les lieux sûrs et dangereux, l'emplacement des infrastructures, les horaires

d'alimentation en eau des robinets publics ou encore les toilettes publiques recommandées.

52. S'agissant de la résilience, il convient d'approfondir la réflexion et d'évaluer de façon critique les directives et initiatives arrêtées en amont, de façon à comprendre leurs limites. Les programmes pour des villes intelligentes doivent tenir compte de la problématique femmes-hommes et des vulnérabilités y afférentes et être harmonisés avec la Déclaration et le Programme d'action de Beijing et les objectifs de développement durable. Les décideurs doivent non seulement œuvrer à l'alphabétisation des femmes et les encourager à acquérir des compétences numériques, mais également chercher à comprendre les contraintes financières, économiques, sociales, institutionnelles et structurelles auxquelles elles doivent faire face lorsqu'elles utilisent les technologies pour trouver des lieux et des infrastructures sûrs.

53. Loin d'être une qualité inhérente aux populations locales, la résilience découle en réalité de l'incapacité des politiques locales, nationales et internationales de répondre à leurs besoins. La sécurité est une nécessité fondamentale qui ne doit pas être considérée comme un élément annexe de la résilience. Il convient également d'étudier la possibilité d'instituer le droit de vivre dans une ville intelligente. Enfin, le principe de résilience doit être analysé à travers le prisme de différentes formes de vulnérabilité, comme le sexe, l'âge, le handicap et la classe sociale.

54. **M. Carvalho Pinheiro** (Représentant spécial auprès de l'Organisation des Nations Unies et Directeur du Bureau de l'Organisation internationale du Travail à New York) s'interroge sur la façon dont la psychologie pourrait contribuer à accélérer la réalisation des objectifs de développement durable.

55. **M<sup>me</sup> Jaipal** (Représentante principale de l'American Psychological Association auprès de l'Organisation des Nations Unies et professeure émérite au Centre de psychologie interculturelle pour les cultures, la communication et les visions alternatives de l'avenir du Bloomfield College), intervenante, accompagnant son exposé d'un diaporama numérique, explique que la résilience psychologique regroupe un certain nombre de comportements et d'actions, comme l'aptitude à résoudre un problème, la confiance en soi, la gestion des émotions, la motivation de réussir, la quête de sens et la capacité de percevoir le changement comme un défi ou une opportunité. Ces qualités sont acquises sous l'influence de facteurs externes, tels que : le soutien des parents ou d'un entourage aidant ; des liens étroits avec des pairs ; la famille élargie ou la communauté ; la qualité des écoles locales et du

voisinage ; les messages de foi et d'espoir que véhiculent certaines convictions spirituelles et culturelles. L'essence de la résilience réside dans un fort sentiment d'identité, ancré dans des valeurs et des normes culturelles ou sociales. Elle ne peut donc apparaître qu'en présence de relations solides et de réseaux de soutien social. Parmi les facteurs qui affaiblissent la résilience, on citera l'érosion des relations sociales ou des liens communautaires, la perte d'identité culturelle ou sociale, l'érosion de la confiance en soi, ou encore les privations ayant une incidence sur le développement de l'enfant à un stade précoce, comme les carences nutritionnelles, l'inefficacité du système scolaire ou les quartiers défavorisés.

56. Selon l'Organisation mondiale de la Santé, les problèmes de santé mentale et les suicides constituent la deuxième cause de décès chez les jeunes adultes âgés de 15 à 29 ans. Les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire présentent les taux les plus élevés de suicide chez les jeunes dans le monde. En 2014, le taux de suicide enregistré aux États-Unis a atteint son niveau le plus élevé depuis près de 30 ans. Au Royaume-Uni, les filles âgées de 10 à 15 ans étaient moins satisfaites de leur vie et de leur apparence qu'elles ne l'étaient cinq ans plus tôt et les taux d'anxiété et de dépression chez les jeunes ont augmenté de 70 % au cours des 25 dernières années. L'augmentation du taux de suicides et de maladies mentales chez les jeunes du monde entier laisse entendre que le modèle de développement actuel n'est pas viable et risque de mettre à mal la résilience.

57. De plus en plus de travaux de recherche s'intéressent aux effets des technologies de l'information et de la communication sur le comportement cognitif et social des enfants et des adolescents. L'utilisation de médias électroniques se traduit par une mémoire plus paresseuse, une diminution des capacités cognitives, des réponses plus rapides mais moins précises, le retardement de l'heure du coucher et un raccourcissement du temps de sommeil. Or, le manque de sommeil a des effets à long terme sur la santé mentale des adolescents. Il n'est pas rare que la consommation d'alcool et de drogues, la dépression, ainsi que les pensées suicidaires et les tentatives qui en découlent soient liées à l'insomnie. En outre, l'utilisation des technologies de l'information et de la communication semble conduire à une perte de confiance en soi. Ainsi, des enquêtes menées en Europe et aux États-Unis ont montré qu'il y avait une corrélation entre l'usage des médias sociaux par les personnes âgées de 18 à 34 ans et la dépression, l'anxiété, un sentiment de décalage ou une piètre image de soi. Il y avait un lien très net entre l'utilisation de

Facebook et la diminution du bien-être, en particulier chez les femmes et les groupes peu instruits et à faibles revenus. L'usage modéré ou excessif des médias sociaux, en particulier Instagram et Snapchat, est également associé à une hausse des taux de troubles anxieux ou dépressifs et de troubles du sommeil, ainsi qu'à une aggravation de la solitude et de l'isolement chez les jeunes.

58. Lorsqu'ils utilisent les technologies de l'information et de la communication, les jeunes sont exposés à d'autres risques, à savoir : une vision déformée de la réalité, la textopornographie, la vengeance pornographique, le cyberharcèlement et les atteintes à leur vie privée. Lors d'une manifestation parallèle récemment organisée par la Commission de la condition de la femme, les représentants des pays développés ont consacré l'intégralité de leurs interventions aux dommages causés par les médias sociaux, à la violence en ligne à l'encontre des filles, aux traumatismes causés par le cyberharcèlement, aux problèmes de santé mentale et suicides, tandis que les représentants des pays en développement ont consacré leurs présentations à divers programmes et technologies pédagogiques dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques comme autant de moyens d'autonomisation économique des filles vivant en milieu rural.

59. D'intensité variable, le stress lié à l'acculturation s'entend des changements psychologiques qui s'opèrent chez une personne au contact d'une nouvelle culture. Les valeurs de la culture de consommation relayées par les médias électroniques compromettent les valeurs traditionnelles et semblent être une source de stress lié à l'acculturation, particulièrement pour les populations vulnérables ou marginalisées vivant dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire. En effet, le choc entre des cultures aux normes et aux valeurs opposées peut causer des crises identitaires ou de l'anxiété. Le contact entre différentes cultures étant inévitable, il convient d'en tirer parti d'une façon qui favorise la santé des intéressés, et particulièrement celle des jeunes. D'après des études récemment conduites en Inde sur la santé mentale des lycéens et des étudiants, plus ceux-ci sont exposés à la pression de la culture de consommation, plus ils développent des troubles anxieux ou dépressifs ou se retrouvent dans des conflits familiaux.

60. Si l'accès à Internet et aux médias électroniques est l'un des facteurs les plus importants du développement, il peut toutefois avoir des conséquences imprévues sur la santé mentale des jeunes, tant dans les pays développés que dans les pays en développement. Pour lutter contre ces nouveaux dangers, il importe de :

sensibiliser le public aux éventuels risques liés à l'utilisation des technologies de l'information et de la communication ; faire figurer des avertissements sur les produits technologiques d'information et de communication, en particulier ceux destinés aux jeunes enfants ; sensibiliser les parents aux effets de l'utilisation des téléphones portables et des médias sociaux sur les enfants ; enseigner dans les écoles l'utilisation sûre des médias sociaux ; introduire, sur les sites concernés, l'activation d'avertissements contextuels en cas d'usage excessif des médias sociaux. Par ailleurs, les instituts de protection des consommateurs doivent évaluer les coûts et les avantages des nouveaux outils numériques avant qu'ils ne soient commercialisés à grande échelle, particulièrement lorsqu'ils sont destinés aux enfants. Les écoles et les universités doivent également inculquer aux étudiants l'esprit critique vis-à-vis de la culture de consommation et intégrer des cours sur la question de la diversité à leurs programmes. Il faut aussi mettre en œuvre des politiques d'intégration des minorités ethniques, des migrants et des réfugiés afin de protéger tant l'identité culturelle des nouveaux arrivants que celle du pays d'accueil. Les programmes de renforcement des communautés doivent resserrer les liens communautaires dans les quartiers et les écoles. Il convient également d'apporter aux parents et à l'entourage aidant le soutien dont ils ont besoin pour assurer un développement sain aux jeunes enfants. Enfin, il importe d'évaluer les coûts et les avantages des technologies et de mener plus de travaux de recherche pour connaître leurs incidences sur la résilience.

61. **M. Carvalho Pinheiro** (Représentant spécial auprès de l'Organisation des Nations Unies et Directeur du Bureau de l'Organisation internationale du Travail à New York) se demande comment la communauté internationale peut répondre aux besoins des plus marginalisés.

62. **M<sup>me</sup> Bartha** (Conseillère principale auprès de International Disability Alliance), intervenante, s'exprimant au nom d'Ensemble 2030, explique qu'Ensemble 2030, initiative mondiale axée sur l'action, s'emploie à produire et partager des connaissances sur la mise en œuvre du Programme 2030 en vue de rassembler les acteurs de la société civile du monde entier. La résilience étant un élément essentiel pour le développement durable, elle ne peut pas être considérée hors contexte. En ce sens, il est indispensable d'adopter la démarche intégrée et globale prévue par les objectifs de développement durable pour renforcer la résilience. L'édification de sociétés résilientes requiert un changement en profondeur, qui doit non seulement tenir compte de l'environnement

existant, mais également du droit à la vie et du droit à l'inclusion. Les sociétés résilientes doivent donc être fondées sur le respect de la dignité humaine, le principe de non-discrimination, la participation entière, effective et véritable de chacun, l'égalité des chances, l'accessibilité, les partenariats, l'égalité des sexes et le respect des droits des enfants et des personnes âgées.

63. Un des risques majeurs préjudiciables à la résilience des personnes et des communautés est le manque de moyens d'agir, qui prive les intéressés de la possibilité de participer aux prises de décisions importantes. Bien souvent, les gouvernements et les autres parties prenantes n'ont ni les connaissances ni la volonté nécessaires pour encourager une participation ouverte à tous. Il importe néanmoins d'inclure les groupes vulnérables et marginalisés dans le processus d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi des politiques. Pour ce faire, il convient de supprimer les obstacles à la participation active et de perfectionner les programmes de renforcement des capacités. Par exemple, pour permettre aux personnes handicapées de réellement participer aux débats de société, les lieux concernés doivent être accessibles aux personnes en fauteuil roulant et prévoir des interprètes en langue des signes, des documents en braille et des sous-titres. Les personnes handicapées doivent aussi avoir accès aux outils technologiques.

64. Ensemble 2030 a recensé les facteurs qui ont une incidence sur la participation de la société civile. En l'absence d'un suivi fiable et de données non traditionnelles, les plus démunis et les groupes vulnérables ne sont pas représentés. D'après les études réalisées dans le cadre des examens nationaux volontaires présentés lors du Forum politique de haut niveau pour le développement durable de 2017, seuls 14 pays disposaient de données pour appuyer les mesures d'inclusion, tandis que 11 pays manquaient de données ventilées. Dans de telles conditions, il est impossible d'identifier les personnes laissées-pour-compte et de connaître les raisons de leur marginalisation. Bien souvent, les messages qui sous-tendent les objectifs de développement durable ne parviennent pas aux populations locales. Il importe donc de traduire le Programme 2030 aux échelons infranational et local, tout en veillant à ce que les aspirations et les politiques nationales soient en lien avec les travaux menés aux niveaux régional et international.

65. **M<sup>me</sup> Fukuda-Parr** (professeure d'affaires internationales à The New School for Social Research et Vice-Présidente de la vingtième session du Comité des politiques de développement), commentatrice, estime que les innovations technologiques doivent

satisfaire les besoins des plus démunis, faciliter le développement inclusif et répondre aux priorités du Programme 2030. Toutefois, la communauté internationale doit comprendre que certains systèmes créent des gagnants et des perdants et ne permettent pas à tous de progresser au même rythme en matière de technologie. Tant qu'il reposera sur les investissements dans la recherche-développement, le marché ne permettra pas aux progrès technologiques de répondre aux besoins de ceux qui n'en sont pas des acteurs de premier plan. Les initiatives privées, l'entrepreneuriat social et les mesures gouvernementales pourraient venir à bout de ce problème. De plus en plus souvent prévu dans les accords commerciaux multilatéraux et plurilatéraux, le monopole intellectuel permis par les brevets, qui servent à encourager les investissements privés, peut également limiter l'accès aux avancées technologiques. Ainsi, les investissements internationaux et les règles commerciales vont parfois à l'encontre des principes des droits de l'homme. Il convient donc d'agir sans plus tarder pour faire en sorte que la technologie et l'innovation répondent aux besoins économiques, sociaux et environnementaux des plus marginalisés, en particulier en ce qui concerne l'innovation médicale, l'énergie et les technologies vertes et la technologie de l'alimentation. En outre, les États doivent œuvrer de concert pour mobiliser des fonds et permettre ainsi aux avancées technologiques prioritaires de voir le jour.

66. Le Comité des politiques de développement recommande qu'un nombre record de pays sortent de la catégorie des pays les moins avancés. Toutefois, les pays sortant de cette catégorie restent vulnérables et ont toujours besoin d'un appui considérable. De nouvelles mesures sont nécessaires pour accroître le soutien aux pays retirés de la liste des pays les moins avancés, en particulier à ceux qui sont très vulnérables aux menaces environnementales et aux chocs économiques.

67. **M. Keane** (Rapporteur de l'Instance permanente sur les questions autochtones), intervenant, dit que pour être résilients, les individus et les sociétés doivent connaître leur place dans le monde. Le thème de la dix-septième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones était « Peuples autochtones : droits collectifs sur les terres, les territoires et les ressources » et 1 400 personnes autochtones y ont assisté.

68. L'ensemble des objectifs de développement durable concernant les peuples autochtones, qui constituent un modèle de résilience. Ils ont été victimes de tentatives d'extermination et de génocides et ont été considérés pendant de nombreuses années comme des obstacles par rapport aux notions occidentales de

progrès et de développement. Ils essaient néanmoins de nouer des relations avec les sociétés dominantes et demandent à collaborer parce qu'ils ont beaucoup à offrir. En termes d'indicateurs de développement, les peuples autochtones accusent un retard par rapport au reste de la société de tous les États dans lesquels ils vivent. Afin de ne laisser personne de côté, la communauté internationale doit se pencher sur les questions intéressant les peuples autochtones et garantir la participation active de ces derniers à la mise en œuvre du Programme 2030. Les efforts déployés pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement ont révélé que ce qui semble constituer un progrès sur le papier peut parfois entraîner des effets régressifs. Par exemple, dans un certain nombre de pays, les revenus ont augmenté au-dessus du seuil de pauvreté, au détriment des peuples autochtones. Bien que les personnes autochtones aient pu trouver un emploi dans de nouvelles plantations, la perte de leurs terres implique qu'elles n'ont plus accès à une eau non polluée ou à une alimentation suffisante, et leur qualité de vie s'est considérablement dégradée. Par conséquent, les peuples autochtones doivent jouer un rôle dans la mise en œuvre du Programme 2030.

69. Même si la technologie peut contribuer à la mise en œuvre des objectifs de développement durable, il est également nécessaire de prendre des décisions politiques sur des sujets comme les droits fonciers. La stabilité écologique et climatique de la planète dépend de la préservation de l'intégrité des vastes écosystèmes existants, qui n'est possible que là où les peuples autochtones sont parvenus à garder le contrôle de leurs territoires, grâce à leur résilience.

70. Les savoirs autochtones pourraient jouer un rôle essentiel face à de nombreux défis se posant à l'échelle mondiale. L'Instance permanente sur les questions autochtones s'efforce de créer un espace pour les voix des peuples autochtones au sein du système des Nations Unies. La communauté internationale doit décider comment aménager ces espaces dans les structures de gouvernance et les processus de prise de décision dans le cadre du Programme 2030. Par exemple, la politique du Gouvernement des États-Unis dans l'Arctique reconnaît que les peuples autochtones qui vivent dans l'Arctique ont un rôle essentiel à jouer dans sa protection. La communauté internationale doit également réfléchir aux moyens de créer des espaces pour les modèles autochtones de développement ou les économies autochtones, qui sont fondés sur la réciprocité envers la nature plutôt que sur l'exploitation de cette dernière. Les peuples autochtones pratiquent la résilience depuis longtemps et ont beaucoup à enseigner.

71. **M. Carvalho Pinheiro** (Représentant spécial auprès de l'Organisation des Nations Unies et Directeur du Bureau de l'Organisation internationale du Travail à New York) s'interroge sur la façon dont l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture intègre la résilience en vue d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable.

72. **M<sup>me</sup> Muscavi** (Directrice du Bureau de liaison de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture à New York) répond que l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture essaie de faire en sorte que les moyens de subsistance soient plus résistants aux menaces et aux crises touchant l'agriculture, l'alimentation et la nutrition, et, en particulier, aux risques naturels et catastrophes correspondantes, aux menaces pesant sur la chaîne trophique et la salubrité des aliments, et aux conflits et crises prolongées. Le renforcement de la résilience des zones rurales exige de la volonté politique et une compréhension des risques. Une assistance technique est également nécessaire pour promouvoir les activités de recherche, le renforcement des capacités et l'innovation dans les systèmes agricoles. Il faut par ailleurs prendre des mesures à tous les niveaux pour : renforcer les capacités nationales de gestion du risque et des crises et de gouvernance des risques en matière d'agriculture, de sécurité alimentaire et de nutrition ; améliorer l'analyse des risques, la gestion de l'information sur les risques et les systèmes d'alerte avancée ; appliquer des mesures de réduction des risques et des mesures tenant compte des risques de conflits ; instaurer une préparation aux situations d'urgence et une organisation des secours efficaces aux niveaux local, national et international.

73. Sous la direction du Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture collabore avec d'autres entités des Nations Unies pour préparer un cadre analytique sur le risque et la résilience à l'échelle du système, en vue de réaliser les objectifs de développement durable. La réforme du système des Nations Unies pour le développement s'inspire d'expériences et d'initiatives de résiliences existantes. Elle adopte une approche participative et fournit des conseils pratiques aux équipes de pays des Nations Unies. Il faut une plus grande cohérence des efforts de renforcement de la résilience, celle-ci étant essentielle pour l'atténuation des effets des changements climatiques et s'avérant nécessaire et urgente dans les régions rurales.

74. **M. Carvalho Pinheiro** (Représentant spécial auprès des Nations Unies et Directeur du Bureau de l'Organisation internationale du travail à New York) s'interroge sur ce qu'il faut faire pour passer de la

résistance à la résilience tout en absorbant les conséquences des technologies de l'information et de la communication, particulièrement sur la jeunesse, et demande quels résultats ont été observés dans les espaces urbains.

75. **M<sup>me</sup> Jaipal** (Représentante principale de l'American Psychological Association auprès des Nations Unies et professeure émérite au Centre de psychologie interculturelle pour les cultures et la communication et les visions alternatives de l'avenir, Bloomfield College) dit que, face aux données relatives aux troubles de la santé mentale créés par les technologies de l'information et de la communication, sa première réaction a été la résistance. Les conséquences de la technologie sur les jeunes sont préoccupantes, et ces derniers ne devraient pas en subir les effets négatifs. Toutefois, sur le plan de la résilience, les jeunes s'intéressent déjà à ces conséquences et trouvent des solutions intéressantes pour se protéger. Par exemple, une jeune fille a conçu une application permettant aux utilisateurs de réfléchir à nouveau avant de diffuser des messages insultants. Pour ce qui est de la résistance, la communauté internationale devrait exiger des changements dans les entreprises qui exploitent les technologies de l'information et de la communication. La psychologie interculturelle étudie la manière dont les individus sont reliés et enracinés dans leur environnement et leur culture dans un contexte socioéconomique, or le développement durable dépend largement de ces liens.

76. **M<sup>me</sup> Datta** (conférencière de futur urbain à King's College London) dit que le concept de résilience n'est pas nouveau. Les migrants ruraux doivent être résilients bien avant d'arriver en milieu urbain. Au cours de ses recherches, menées en Inde il y a plus de 15 ans, l'intervenante a découvert que la résilience était profondément ancrée dans la vie et les échanges quotidiens, ainsi que dans les compétences de survie. Pour être résilients, les communautés défavorisées doivent acquérir des savoirs et des informations leur permettant de renforcer leur capacité à s'adapter aux contraintes structurelles, sociales, politiques et économiques. Par exemple, les populations vivant dans les bidonvilles et les occupants sans titre doivent comprendre les politiques et les textes juridiques pour pouvoir réagir de manière appropriée aux expulsions et utiliser la loi afin d'argumenter en faveur de leur droit à la ville.

77. La résilience nécessite également de comprendre où les vulnérabilités émergent et la manière dont il est possible d'y faire face. Par exemple, la violence sexiste a été intériorisée aux niveaux sociétal et générationnel, et un certain nombre de femmes considèrent que la

violence dans la famille est normale ou légitime. En Inde, des groupes locaux ont créé un site Web visant à établir une liste des crimes haineux signalés par les médias, mettant ainsi en place une infrastructure d'information permettant aux personnes de comprendre ce qui se passe et de replacer leur expérience dans un contexte. Le renforcement de la résilience passe également par la consolidation de la sécurité des données, l'adoption de lois relatives à la protection de la vie privée et la réponse urgente à la cyberviolence à l'encontre des femmes. En conclusion, la résilience ne se limite pas aux communautés qui surmontent des obstacles : elle nécessite également des politiques à grande échelle permettant aux communautés de remédier aux vulnérabilités.

78. **M. Carvalho Pinheiro** (Représentant spécial auprès des Nations Unies et Directeur du Bureau de l'Organisation internationale du Travail à New York) demande ce que signifie le terme résilience dans la perspective des personnes handicapées.

79. **M<sup>me</sup> Bartha** (Conseillère principale de l'International Disability Alliance) dit que les personnes handicapées forment le groupe le plus vulnérable de la société. Au sein même de cette communauté, il existe des groupes marginalisés, dont les femmes ou les peuples autochtones, qui sont confrontés à de multiples formes de discrimination. Dans certaines sociétés, les enfants handicapés sont maltraités, souvent forcés à travailler dans des cirques, exploités ou laissés de côté par leur famille. La discrimination est un des plus grands obstacles à la participation. Pour surmonter la stigmatisation et faire preuve de résilience, les personnes handicapées doivent participer effectivement à la prise de décisions et au développement des politiques et des programmes. Il convient également de collecter des données les concernant, données qui doivent être ventilées de façon à permettre d'identifier un certain nombre de facteurs. Si la communauté internationale n'a pas connaissance des profils des personnes laissées pour compte, il lui sera impossible de remédier aux lacunes des politiques, programmes et projets conçus en vue de la mise en œuvre du Programme 2030.

80. **M. Carvalho Pinheiro** (Représentant spécial auprès des Nations Unies et Directeur du Bureau de l'Organisation internationale du Travail à New York) dit que, bien que le concept de résilience soit bien établi dans les sciences naturelles et les contextes environnementaux, il y a une certaine résistance à son intégration dans les sciences sociales ou dans le domaine du développement. Certains affirment que le débat mené autour de la résilience détourne l'attention

des efforts visant à traiter les causes profondes des problèmes sociaux.

81. **M<sup>me</sup> Fukuda-Parr** (professeure d'affaires internationales à The New School for Social Research et Vice-Présidente de la vingtième session du Comité des politiques de développement) déclare qu'il y a toujours eu des barrières entre les disciplines. Le domaine du développement s'est concentré sur le progrès, les facteurs de risques et les menaces pour le bien-être des personnes. L'idée selon laquelle le progrès et la régression peuvent avoir lieu simultanément n'a pas fait l'objet de beaucoup d'attention, peut-être à cause de l'approche rigide adoptée dans le domaine du développement vis-à-vis des questions d'ordre social. Des universités telles que The New School for Social Research cherchent depuis toujours à remettre en cause la pensée traditionnelle, or les objectifs de développement durable ont introduit l'idée que le progrès n'était pas linéaire et ne pouvait donc pas reposer sur de simples solutions linéaires. Parmi les analyses réalisées dans le domaine du développement et de la réduction de la pauvreté, un grand nombre avait pour objectif la formulation de solutions reposant sur des données factuelles. Les professionnels semblent conscients qu'il faut envisager des solutions adaptées et multidimensionnelles. Toutefois, les activités de recherche et les fondements théoriques continuent de résister à cette logique.

82. **M. Carvalho Pinheiro** (Représentant spécial auprès des Nations Unies et Directeur du Bureau de l'Organisation internationale du Travail à New York) demande à savoir comment la résilience a servi la cause des peuples autochtones.

83. **M. Keane** (Rapporteur de l'Instance permanente sur les questions autochtones) répond que le niveau de participation des peuples autochtones à l'échelle internationale est un signe de leur résilience. Il n'y a pas eu d'échanges substantiels entre les institutions internationales de développement et les peuples autochtones avant 1992, lorsque ces derniers ont œuvré à l'intégration de leurs préoccupations dans les documents et accords émanant de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement. À cette époque, ils étaient désignés comme des populations et communautés autochtones plutôt que comme des peuples autochtones. Ils sont aujourd'hui représentés par la Rapporteuse spéciale sur les droits des peuples autochtones, l'Instance permanente sur les questions autochtones et le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones. Il n'est plus rare de débattre du rôle des peuples autochtones dans la résolution des problèmes sociaux, économiques et environnementaux auxquels le monde est confronté.

Leur participation à la réalisation des objectifs de développement durable leur permettrait non seulement de continuer à exister en tant que peuples distincts, mais serait également bénéfique pour le reste du monde.

84. L'année 2019 sera l'Année internationale des langues autochtones. Une langue autochtone disparaît toutes les deux semaines. La santé d'une langue est le meilleur indicateur de la santé d'un écosystème et de sa diversité biologique. Chaque fois qu'une de ces langues disparaît, le monde perd des savoirs écologiques, économiques, biologiques et médicaux qu'il commençait à peine à appréhender.

*La séance est levée à 13 heures.*